

Michèle Pambrun  
14 rue André Breyer  
65430 SOUES  
**Section de Laloubère**

**Contribution à la réflexion, à partir de lectures... Soues le 15 février 2021**

Un parti est une structure pensée pour l'action. Reste qu'on agit mieux quand on a les idées claires, et comment les avoir sans débattre avec quelque exigence ?

Débattre entre « nous », un « nous » d'individus progressistes, d'accord sur mille et un points décisifs mais en désaccord, au moins provisoirement, sur plusieurs aspects d'importance. Le débat ne menace pas l'union, il la renforce car l'union grandit quand les arguments s'affûtent et se partagent. L'union s'affaiblit quand, sans fort contenu partagé, elle n'est plus qu'un accord affectif, une fidélité sentimentale.

Débattre aussi avec « d'autres », porteurs d'autres conceptions, pour apporter une sereine contradiction, et faire connaître les pensées marxistes et communistes, trop peu présentes dans les débats populaires.

**C'est un moyen, aussi important que l'action concrète**, pour être, devenir efficaces en ce moment historique de si grande urgence de communisme.

Portons-nous suffisamment, entre nous, et auprès des autres, de tous ceux que nous approchons, **cette immense conquête communiste que fut la création d'une foncièrement nouvelle Sécurité sociale**. Dont le maître d'œuvre politique fut le communiste Ambroise Croizat, ouvrier métallurgiste, dirigeant cégétiste, devenu à la Libération ministre du Travail et de la Sécurité sociale de quatre gouvernements successifs entre novembre 1945 et mai 1947. Dit-on assez l'immensité du travail qui fut accompli en six mois décisifs, le contraste entre l'ampleur de l'œuvre et la brièveté de son accomplissement, parce que les hommes de l'époque « savaient que le temps était compté et que les forces hostiles au progrès social ne tarderaient pas à relever la tête ». Souligne-t-on assez le mode novateur de financement du système, **la cotisation sociale assise sur les salaires, donc sur la constante production des richesses**. Choix fondamental, opposé à celui fait en Grande-Bretagne avec le plan Beveridge de 1942, fondé à la fois sur l'impôt et sur l'épargne, les prestations servies y étant la rente d'un capital, système où la sécurité des assurés sociaux est soumise à la fois aux calculs de l'État gestionnaire et aux aléas du marché financier. Dans le système français tel qu'il s'était configuré en 1946, l'énorme flux d'argent, - il est aujourd'hui de l'ordre cinq cents milliards d'euros – ayant à couvrir les dépenses sociales liées à la santé, aux accidents du travail et maladies professionnelles, à la famille, à la vieillesse, **va directement des cotisations aux prestations sans passer par le capital**. Des sommes équivalentes à un quart du PIB échappaient ainsi au contrôle de l'intérêt privé, ce qui dit la taille de l'innovation.

Et on pourrait reprendre les pages qu'y consacre **Lucien Sève, à la fin du dernier tome de sa tétralogie *Penser avec Marx aujourd'hui***. Tome dont il n'aura pas eu le temps de publier la deuxième partie (qui était en préparation), puisque Lucien Sève est mort à l'hôpital de Clamart le 23 mars 2020, non de la Covid-19, mais faute d'avoir pu bénéficier d'un respirateur au moment où il en avait besoin.

L'autre réforme révolutionnaire anticapitaliste de la Libération fut la création **du statut général de la fonction publique**, révolution de tout l'ordre politique permettant et impliquant alors, que le fonctionnaire cessait d'être sujet pour devenir citoyen. Là aussi, fut décisif l'apport d'expérience et de réflexion par des fonctionnaires cégétistes, dans **la Commission syndicale d'études** créée en octobre 1945.

Près de 40 ans plus tard, Anicet Le Pors, ministre communiste de la Fonction publique et des Réformes administratives de 1981 à 1984, soutenu par le Premier ministre Pierre Mauroy, travaillait à asseoir la modernité et l'avenir de la fonction publique et des services publics. Dans le livre d'Anicet Le Pors et Gérard Aschieri, *La Fonction publique du XXIe siècle* (Les Editions de l'Atelier, 2015), on peut lire, p. 75 :

On ne sut qu'en 1985 ce que François Mitterrand pensait du travail réalisé dans la fonction publique sous sa tutelle.

« Anicet Le Pors, lui, n'était plus au gouvernement lorsque le président s'interrogea à haute voix, le 29 mai 1985, sur l'utilité de l'ensemble législatif concernant le statut de la fonction publique dont il avait été l'artisan. Passait ce jour-là en Conseil des ministres le projet de loi sur la fonction publique hospitalière, dernier volet de cet ensemble. Le commentaire de Mitterrand est en demi-teinte : « L'adoption de ce texte s'inscrit dans la logique de ce que nous avons fait. A mon sens, ce n'est pas ce que nous avons fait de mieux (...) Il est vrai que j'ai présidé moi-même à l'élaboration de ces lois. Peut-être n'ai-je pas été suffisamment informé. Tout ceci charge l'administration et conduit à la paralysie de l'État. Il reste que c'est la quatrième et dernière partie d'un ensemble. Je ne suis pas sûr en définitive que ces lois aient longue vie. » (Jacques Fournier, *Itinéraire d'un fonctionnaire engagé*. Paris, Dalloz, 2008, p 349-350 – Jacques Fournier était à cette période secrétaire général du gouvernement et assistait donc à ce titre au Conseil des ministres.)

La portée révolutionnaire de ces « réformes » a été clairement perçue par l'adversaire de classe. On a beaucoup cité, à juste titre, ce propos d'anthologie tenu par un grand patron, ex-vice-président du MEDEF, Denis Kessler : « Voulez-vous la liste de tout ce dont il nous faut débarrasser la France ? C'est simple, prenez tout ce qui a été mis en place entre 1944 et 1952, sans exception. »

Les dirigeants communistes n'ont jamais dit la portée révolutionnaire de ces mesures. Peut-être pour des raisons de prudence politique à l'époque, mais peut-être ensuite, par sous-estimation théorique et stratégique.

**Je pense qu'aujourd'hui, en nous appuyant sur les propositions élaborées dans nombre de domaines (santé, recherche fondamentale et appliquée, éducation, emploi, énergie, logement, transports, transition écologique...), nous avons à engager avec d'autres, l'immense entreprise de sortie du capitalisme. La pusillanimité est ici mortelle : c'est d'elle que se nourrit l'inférieure dialectique présente, des gauches pourries et des droites féroces.**

**Le communisme est « la visée du développement des hommes, de tous les individus ». Il est l'affaire « de toutes les forces virtuelles de travail et de création ».**

**Tant pis si le mot n'est pas prononcé. Si l'histoire ne le reconnaît que plus tard. Ce qui importe avant tout c'est de réussir la chose, l'immense processus d'appropriation de tous les moyens sociaux par les acteurs directs de notre vie commune et de tous les pouvoirs publics par l'ensemble des citoyens à titre collectif et individuel.**